

▶ Tracteurs : la France conserve sa première place

Une fois de plus, la France se pose comme le premier marché européen du tracteur. Au 31 décembre, Axema a arrêté les compteurs à 34 481 immatriculations de modèles standards. Cette progression de 11,16% par rapport aux 30 984 unités de 2012 nous permet d'atteindre un nouveau sommet, bien au-delà du précédent record de 2008, à 31 557 tracteurs standards. L'Allemagne communique de son côté 36 248 immatriculations totales, mais revient à 29 644 une fois déduits les tracteurs de moins de 50 ch. Ses chiffres sont très proches de ceux de 2012 avec 36 264 immatriculations totales dont 30 162 en modèles de plus de 50 ch. En troisième position, l'Italie est toujours à la peine avec un nouveau tassement de 1,7%, qui amène le volume des ventes à 19 017 unités. Depuis 1954, année où elle a commencé à enregistrer les immatriculations, l'Italie n'était jamais descendue aussi bas, son marché « normal » se situant autour des 25 000 tracteurs. Du recul aussi en Pologne, où s'achève un programme européen de soutien aux investissements en agriculture. Après

un pic historique l'an dernier à 19 315 tracteurs, les ventes sont retombées à 14 968 en 2013. Cinquième marché de l'Union européenne, le Royaume-Uni sort lui aussi d'une année calme, où les achats de tracteurs ont reculé de 10,4%, à 12 498 unités.

En compilant les chiffres de quelques pays qui ont progressé et de ceux qui ont reculé, le Cema (Association européenne des industriels de la machine agricole) estime à 137 000 le total des ventes dans ses neuf pays membres (Autriche, Belgique, Finlande, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne et Royaume-Uni). Ce qui correspond à un léger tassement de 0,5% par rapport à 2012.

Pour 2014, l'association prévoit un petit recul de la demande globale en machines agricoles. Les grands groupes abondent en ce sens. Dans leurs prévisions pour 2014, ils estiment que le marché européen va décroître de 5%. En France, la tendance est bien engagée : concessionnaires et constructeurs confirment qu'une baisse des prises de commandes est observée depuis le début de l'automne.

Rémy Serai

▶ Vient de paraître : Agricultures du monde

Régulièrement sont publiés des ouvrages sur les enjeux agricoles mondiaux. Le dernier livre de Jacques Loyat ressort assurément du lot. L'auteur, ingénieur général honoraire du Génie rural des eaux et des forêts, chercheur associé au Cirad et chargé des cours sur l'agriculture européenne et la PAC à Sciences Po Strasbourg, donne des pistes de réflexion et des éléments de réponse aux enjeux pour les agricultures de demain tout en mettant l'agriculture française en perspective. Comment préserver la sécurité alimentaire, faire de l'agriculture un acteur de la protection de l'environnement, influencer positivement sur le changement climatique, assurer le contrôle des

investissements fonciers agricoles, produire plus tout en protégeant l'environnement? Autant de sujets que le livre aborde sans faux semblants, ni complaisance. « La question agricole peut être multidimensionnelle : alimentaire, économique, sociale et politique. Il faut bien entendu nourrir les hommes de la planète mais il convient de le faire en assurant le développement équilibré des territoires, ainsi que l'intégration économique et sociale des paysanneries du monde », écrit Jacques Loyat.

Editions France Agricole, 215 p., 29 €

▶ Agenda

- ☞ **22 février au 2 mars à Paris-Porte de Versailles** : Salon international de l'agriculture (SIA) : www.salon-agriculture.com.
- ☞ **27 mars à Chartres (Claas France)**, assemblée générale 2014 de la SitmaFgr : www.sitmafgr.com.
- ☞ **10 et 11 avril à Biarritz (64)** : 9e convention nationale des agroéquipements organisée par le Syndicat des industriels de l'agroéquipement (Axema) : www.axema.fr et le Syndicat national des entreprises de service et distribution du machinisme agricole (Sedima) : www.sedima.fr.
- ☞ **26 et 27 avril à Beaucamps-Ligny (59)** : « Tracteurs en Weppes », les vieux tracteurs fêtent le printemps : http://tracteursenweppes.chez.com/index_fichiers/Page986.htm.

SITMAFGR liaison est publié par la
SITMAFGR

19, rue Jacques Bingen 75017 Paris
www.sitmafgr.com

Tél : 01 42 12 85 90 – Fax : 01 40 54 95 60

Directeur de la publication :

Jean-Claude Souty

Rédacteur en chef : Jean-Baptiste Pambrun

Dépôt légal : janvier/février 2014

« Tous droits de reproduction ou de
traduction même partielle réservés »

SITMAFGR

Agroéquipement - Environnement - Ruralité

liaison

Janvier/Février 2014

ISSN 0094-2955



Editorial

Echanger les savoir-faire, développer la formation de haut niveau en liaison avec les entreprises, les centres de recherche et les agriculteurs d'avenir dans le réseau des organismes agricoles constitue la vocation même de notre association. Le projet que nous nous sommes donnés en fin d'année dernière de créer un « Club des responsables Recherche et Développement chez les agro-équipementiers » en est la parfaite illustration et nous allons nous attacher durant les mois qui viennent à le concrétiser. L'idée sera aussi de valoriser les travaux des étudiants et jeunes chercheurs français dans le vaste domaine qui est le nôtre. Il faudra bien sûr nous inspirer de ce qui se fait depuis de nombreuses années à ce sujet en Europe. En nous interrogeant sur notre bien singulière absence dans les palmarès internationaux qui nous concernent au premier chef, comme celui du Club de Bologne...
Jean-Claude Souty,
Président de la SITMAFGR

▶ Carnet

Nouvel adhérent

Patrick Della Chiara, qui a présenté au Bureau élargi du 12 décembre ses activités de représentation en France pour deux sociétés américaines qui proposent des systèmes d'environnement moteur : Flexxaire (ventilateurs à pales variables) et Sy-Klone filtration d'air moteurs et cabines).

Invité Bureau élargi

Yannick Pages, directeur-créateur de Data Pro Solutions, était l'invité du Bureau élargi du 12 décembre. Sa société a constitué une base de données des structures agricoles (>150 ha SAU) et propose ses services aux entreprises du secteur de l'agrofourniture qui souhaitent connaître et cibler leurs marchés. Data Pro Solutions comprend un pôle multimédia agricole composé d'un magazine trimestriel (Wikiagri magazine) et d'un site internet www.wikiagri.fr avec sa newsletter d'information. « Notre philosophie est de partager, avec les agriculteurs, les informations et les réflexions sur l'agriculture », a expliqué Yannick Pages. Quatre journalistes experts jouent le rôle de contrôleurs/modérateurs sur le site de partage d'informations. « Il y a actuellement 3 500 agriculteurs qui sont actifs sur le site web », a révélé Yannick Pages. Wikiagri a soufflé ses deux bougies en janvier 2014 en publiant un numéro « exceptionnel », revenant sur les événements qui ont marqué l'année agricole 2013.

Nominations

- **Stéphane Battais**, chef de travaux au lycée Kastler de Dourdan (91), a été élu Sedimaster 2013.
- **Jérôme Monteil** a été nommé directeur de la Fédération nationale des Cuma et de la société Entraid' (groupe de presse du réseau des Cuma).
- **Philippe Girard** est le nouveau directeur général de JCB SAS, filiale de JCB en France. Philippe Girard est vice-président d'Axema (syndicat des industriels de l'agroéquipement) et président du groupe manutention commun Cisma-Seimat (syndicat des entreprises internationales des matériels de travaux publics, mines et carrières, bâtiment et levage).
- **Michel Denis** a succédé à **Dominique Bamas** à la tête du groupe Manitou.
- **Jean-Pierre Bernheim** a été remplacé par **Bruno Étienne** à la direction de Bucher Vaslin et par **Stefan Düring** au conseil de direction du groupe Bucher Industries.
- **Marcel Denieul**, président de la Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine, succède à Jean-Michel Lemetayer (décédé le 21 juillet 2013), à la tête du Space.
- **Thierry Krier**, actuel président de Kuhn North America, devrait succéder le 1er octobre 2014 à **Michel Siebert**, comme président de Kuhn.
- **Jean-Marc Boussard** est le nouveau président de l'Académie d'Agriculture de France en remplacement de Christian Lévêque.
- **Patrick Ferrère** a été nommé délégué général de la SAF-agriculteurs de France. Il a été directeur général de la FNSEA de 2001 à 2013.

Ce bulletin est parrainé par Total

► La protection intégrée, une ambition pour produire autrement

La protection intégrée consiste à combiner les différentes méthodes (physiques, chimiques et biologiques) de lutte contre les ennemis des cultures dans le but de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires. Elle permet ainsi de favoriser les mécanismes naturels de protection ainsi que de réduire les risques pour la santé humaine et l'environnement. S'inscrivant dans le cadre du plan Ecophyto, la protection intégrée des cultures est l'une des illustrations de la démarche « Produisons autrement » initiée par le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, pour faire de la France le leader de l'agro-écologie en Europe.

Rien d'étonnant donc que les seizièmes Rencontres Farre (Forum des agriculteurs responsables respectueux de l'environnement), organisées le 16 janvier à Paris, se soient penchées sur le sujet.

Tout au long de la journée, les pistes de travail déjà explorées ou à venir ont été présentées. « La notion de risque est difficile à prendre au départ, a reconnu

Benoît Collard, agriculteur marnais adhérent à Farre. Pour trouver le bon équilibre, il faut être très attentif à la météo, aux nouvelles techniques, et faire beaucoup d'observations dans les champs. Cela nécessite aussi de réinvestir dans la main-d'œuvre». Pour Christophe Grison, président de Farre, « l'enjeu est maintenant de répandre ces pratiques en insistant sur ce qui marche, en ne commettant pas l'erreur de ne se placer que sur le curseur technique, mais en raisonnant filière». Un avis partagé par Maximilien Rouer, président de BeCitizen. Selon lui, « plus que de produire autrement, il faut vendre autrement afin de satisfaire la diversité actuelle des consommateurs ».

En conclusion, Stéphane Le Foll a tenu à saluer le travail de Farre : « ce colloque a permis de mettre en avant ce qui a déjà été fait, et notamment le travail de pionnier de votre réseau. Vous avez su prendre des risques par conviction, il faut maintenant aider et accompagner ceux que le risque refroidit ».

► Un permis unique pour faciliter l'essor des énergies renouvelables

La « choc de simplification » voulu par le président de la République se concrétise : les entreprises opérant dans les énergies renouvelables devraient plus facilement s'y retrouver dans le maquis administratif avant de créer une unité de méthanisation ou une ferme éolienne. Dorénavant, selon la procédure simplifiée prévue par la loi d'habilitation du 2 janvier 2014, les porteurs de ces projets n'auront plus qu'un dossier de demande à établir avec l'inspecteur des installations

classées comme seul et unique interlocuteur. Dès le printemps, plusieurs régions vont expérimenter cette formule dite du « permis unique ». « La profession suivra attentivement ces expérimentations dans l'espoir qu'elles s'avèrent concluantes dans un délai aussi rapide que possible et qu'elles puissent être généralisées à l'ensemble du territoire dans leurs formes les plus efficaces », a réagi Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables.

► Le revenu des agriculteurs a reculé de 18,6 % en 2013

Après trois années de hausse, le revenu annuel moyen des agriculteurs était en baisse en 2013, selon les chiffres d'Agreste (service de la statistique et de la prospective agricole du ministère de l'Agriculture). À 29 400 euros par actif non salarié pour les grandes et moyennes exploitations, il serait inférieur de 15 % à la moyenne des trois dernières années, mais resterait toutefois légèrement supérieur au niveau observé dans la première moitié des années 2000. Les viticulteurs, qui tirent tout particulièrement leur épingle du jeu, après,

il est vrai, une année de récolte 2012 historiquement faible, affichent un revenu moyen de 52 600 euros en 2013. Les betteraviers et les producteurs de pommes de terre sont juste derrière, à 50 800 euros. Les éleveurs ovins et caprins (17 600 €), bovins viandes (19 600 €) et les aviculteurs sont les moins bien lotis (20 800 €). Avec le jeu du prix des matières premières, le revenu des céréaliers et des producteurs d'oléagineux et de protéagineux plonge de près de 60 %, à 24 200 €.

► Ayez le réflexe de cliquer sur www.sitmafgr.com

Vous pourrez retrouver toute l'actualité (en images) de la SitmaFgr sur notre site. N'hésitez pas à faire part de vos suggestions (par exemple : quel sujet de conférence aimeriez-vous voir traiter?). Notre web master : Pierre Laroche (Filmagri) : contact@sitmafgr.com.

Vous pouvez également flasher le QR Code (cf. page précédente) pour connaître les activités de la SitmaFgr. Votre mobile doit être équipé d'un appareil photo et d'un logiciel de décodage approprié.

► Homologations : vous avez dit « réception nationale » ?

La récente obligation d'immatriculer à vie tous les véhicules agricoles mis en circulation pour la première fois sur la voie publique a remis en avant, non sans douleur car « oubliée » de tous, une autre obligation, vieille comme le Code de la Route : l'homologation. Cette procédure consiste à vérifier la conformité d'un type de véhicule et se traduit par le contrôle d'un « prototype » lors d'une journée dite de réception. Si le tracteur bénéficie d'une réception européenne, tous les autres véhicules agricoles, automoteurs ou remorqués, sont soumis à une réception nationale... prononcée par des directions régionales du service des « Mines », appelées Drire et plus récemment Dreal. Tant qu'il s'est agi d'automoteurs classiques ou de remorques, la procédure était relativement bien calée autour d'un dossier commun, réalisé par de bonnes volontés, en collaboration avec nos syndicats professionnels, en particulier le SNCVA (maintenant regroupé dans Axema). Mais, ces dernières années, le rattrapage à marche forcée de tous les autres véhicules remorqués fait apparaître de grandes disparités dans les décisions d'approbation, d'un service régional à un autre.

Les Dreal les plus concernées par ces réceptions agricoles, et en particulier le CNRV, Centre national de réception des véhicules, font preuve de pragmatisme face aux réalités de machines disparates, qui ressemblent à tout sauf à des véhicules routiers. Malheureusement, ces professionnels n'ont pas autorité sur les autres régions, où peuvent sévir en toute impunité des « barons » locaux. Même si le technicien

chargé de la réception comprend une problématique spécifique, son « vérificateur-soutien » loin des réalités du terrain, peut faire preuve d'un aveuglement à toute épreuve. Celui qui tient le précieux stylo a forcément le dernier mot, toute discussion ne fait que retarder l'échéance.

La liste est longue des distorsions, certaines sont des détails sans importance, d'autres affectent quelquefois lourdement le budget et la logistique des entreprises. C'est ainsi que l'on peut rencontrer sur les foires et salons nationaux, des solutions d'éclairage et signalisation interdites chez les uns, autorisées chez les autres. C'est cocasse, mais on rit moins lorsqu'il faut adapter le « kit France », un gros travail de suivi pièces et de logistique machine, contrainte financière à laquelle le concurrent a échappé...

Tout aussi grave, des constructeurs ont vu homologuer leur gamme à partir du numéro de série de la machine présentée. Cette disposition pose le problème des véhicules déjà construits, en stock concessionnaire ou en cours de livraison, elle est pour le moins contraire à l'esprit même de la réception par type.

En l'absence d'autorité nationale, le GTH (Groupe de Travail Harmonisation) tente tant bien que mal d'apporter des réponses communes... dont il ne peut s'assurer de la mise en application.

Félicitons ces bonnes volontés, nous aurons bientôt peut-être grâce à eux, une réception nationale... quand sonnera la future Directive européenne de réception des véhicules agricoles !

René Autellet

► SIA 2014 : les nouvelles technologies à l'honneur

Montrer une image moderne, voire high tech, de l'agriculture : tel est l'objectif que se sont fixés les organisateurs du Salon international de l'agriculture (SIA) pour sa 51ème édition. « L'agriculture en mouvement » est le thème du salon, qui devrait accueillir quelque 700 000 visiteurs dont environ 100 000 enfants du 22 février au 2 mars. Cette nouvelle édition du SIA se déclinera autour de deux thèmes majeurs : les nouvelles technologies appliquées à l'agriculture, avec une forte présence de l'agroéquipement, et l'agriculture urbaine. Un grand stand de machines agricoles est annoncé, avec l'accent mis sur la mécatronique (combinaison de la mécanique, de l'électronique et de l'informatique temps réel). Le visiteur pourra découvrir les dernières versions des robots de traite, des drones appliqués à l'agriculture (lire notre précédent numéro) ou encore

des robots « cuisiniers-livreurs » pour l'alimentation du bétail seront présentés. Mais pour Jean-Luc Poulain, président du SIA, pas question de concurrencer le SIMA qui se tient une année sur deux (le prochain en 2015), l'idée est avant tout de changer l'image de l'agriculture auprès du grand public.

Le SIA a également décidé de mettre en avant l'agriculture urbaine, une « tendance de fond », selon sa directrice Juana Moreno. AgroParisTech reconstituera sur son stand le potager qu'elle a installé sur son toit parisien.

Le Pôle agroéquipement (Axema et Sedima) sera présent hall 2.2, stand C55 et proposera plusieurs animations dont une expérience de conduite de moissonneuse batteuse en 3D.